

## CONTRIBUTION du GRD Régie Services Energie (RSE)

*CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE DU 15 MARS 2018  
N°2018-005 RELATIVE AUX NIVEAUX DE DOTATION AU TITRE DU FONDS DE PEREQUATION DE  
L'ELECTRICITE (FPE) POUR GEREDIS DEUX-SEVRES AU TITRE DES ANNEES 2018 A 2021, AINSI QU'AU  
CADRE DE REGULATION ASSOCIE*

Cette consultation ouverte par la CRE le 15 mars 2018 porte sur les niveaux de dotation au titre du fonds de péréquation de l'Electricité (FPE) pour GEREDIS Deux-Sèvres au titre des années 2018 à 2021, ainsi qu'au cadre de régulation associé.

Elle est en réalité consécutive au choix fait par GEREDIS d'entrer dans le dispositif individuel de correction du TURPE créé, au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.121-29 du code de l'énergie, par l'article 165 de la loi de transition énergétique comme alternative au mécanisme de solidarité entre GRD d'électricité que constitue le fonds de péréquation de l'électricité (FPE).

Régie Services Energie (RSE), en tant que GRD desservant moins de 100 000 clients, n'est pas potentiellement concernée par ce dispositif mais souhaite profiter néanmoins de cette consultation pour exposer son point de vue.

D'abord, il s'agit d'un dispositif alternatif au droit commun qui suppose que les gestionnaires de réseaux concernés connaissent certes la formule forfaitaire de péréquation, mais surtout qu'ils puissent apprécier si elle « *permet de prendre en compte la réalité des coûts d'exploitation exposés* » par eux.

Or, selon Régie Services Energie (RSE), il est un fait que la formule de péréquation issue du décret du 14 janvier 2004, en ses deux annexes, ne pose aucun problème en elle-même : elle traduit très correctement les avantages ou désavantages structurels des gestionnaires de réseaux de distribution par rapport au gestionnaire de référence qu'est ENEDIS.

Toute la difficulté tient à la manière dont, jusqu'à présent, l'administration a fixé les coefficients à l'occasion des arrêtés annuels, avec un écart du simple au décuple jusqu'en 2014, du simple au quintuple en moyenne après la première décision du Conseil d'Etat : alors que la formule accorde 1 400 000 € à Régie Services Energie (RSE), selon les années, l'administration lui en octroyait environ 140 000 € avant 2015 et 341 000 € en moyenne après la première annulation des arrêtés 2012, 2013 et 2014. Ce détournement de l'arrêt du 25 juillet 2015 a aussi fait l'objet de recours devant le Conseil d'Etat qui vient de rendre sa décision le 9 mars 2018. Les arrêtés du 15 juillet 2016 relatifs aux coefficients à appliquer par le Fonds de Péréquation de l'Electricité à la formule de péréquation, respectivement pour les années 2012, 2013 et 2014 et pour l'année 2015 sont annulés en tant qu'ils fixent la valeur des coefficients alpha, bêta et epsilon.

Dans l'attente de nouveaux arrêtés pour ces années et de ceux des années 2016, 2017 et 2018 pas encore parus, l'économie de Régie Services Energie (RSE) en pâtit lourdement.

Ensuite, la méthode proposée par la CRE s'avère peu engageante : elle ne permet pas de conserver la référence avec ENEDIS, ni de reconnaître la performance d'exploitation.

En effet, l'article L.121-29 prévoit bien une « *péréquation de leurs coûts d'exploitation établie à partir de l'analyse de leurs comptes* ». En s'intéressant aux seuls comptes, la CRE raisonne uniquement par rapport au standard d'un GRD efficace dans la situation particulière de celui qui l'a saisie. De ce seul fait, cette méthode ne mesure pas l'écart de situation qui existe réellement entre ce GRD et le GRD de référence pour lequel a été établi le TURPE, c'est-à-dire ENEDIS.

Les comptes des ELD normalement bénéficiaires de la péréquation ont en effet été profondément altérés par la succession d'arrêtés illégaux qui ont, année après année, dénaturé la péréquation au détriment de plusieurs bénéficiaires théoriques, dont Régie Services Energie (RSE). Le choix de s'appuyer sur cette situation aberrante - car biaisée par l'effet de décisions antérieures illégales - et sans rapport avec la réalité économique des entreprises est en contradiction avec la volonté du législateur de corriger des inégalités structurelles.

Par exemple, la base d'actifs régulés des GRD qui, faute de pouvoir dégager de leur exploitation un autofinancement suffisant, ont dû limiter leur investissements dans le passé, s'en trouve pénalisée. Inversement, un GRD qui a pu investir excessivement par rapport à la réalité physique de son réseau pourra bénéficier d'une dotation supérieure et maintenir un effet d'aubaine.

De plus, l'article L.121-29 prévoit aussi que la « *péréquation de leurs coûts d'exploitation établie à partir de l'analyse de leurs comptes ... tient compte des particularités physiques de leurs réseaux ainsi que de leurs performances d'exploitation* ». Ce second volet est complètement ignoré et c'est évidemment fâcheux.

Il n'est pas davantage vertueux d'ignorer les performances opérationnelles des GRD. Un GRD qui a la chance de disposer structurellement de recettes supérieures à celles du GRD de références peut ainsi présenter dans ses comptes des charges d'exploitation comparativement excessives et maintenir son train de vie sans qu'il soit remis en cause par la simple régulation incitative. Celui qui inversement pare au plus pressé faute de recettes suffisantes au regard de sa réalité structurelle continue à sacrifier son avenir si on ne lui reconnaît pas de manière normative davantage de charges d'exploitation.

Ceci contrevient à la logique de péréquation.

Telles sont les observations que Régie Services Energie (RSE) estimait nécessaire de présenter sur les niveaux de dotation de péréquation pour le GRD dissocié métropolitain GEREDIS Deux-Sèvres au titre des années 2018 à 2021, ainsi que sur le cadre de régulation associé, au titre de la consultation ouverte par la CRE.